



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Arrêté n°452/2021/DREAL/UD88 du **28 MAI 2021**
mettant en demeure la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien
située sur le territoire de la commune de Neufchâteau
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- Vu le livre I, titre 7 du Code de l'Environnement, et notamment son article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°367/2012/DDT du 19 septembre 2012 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes pris en application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 21 avril 2021, transmis à la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien par courrier le 05 mai 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Considérant que la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 05 mai 2021 ;
- Considérant que la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien réceptionne depuis 2015 des quantités annuelles de déchets inertes supérieures à 1000 tonnes ;
- Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°367/2012/DDT du 19 septembre 2012 ;
- Considérant que la Communauté de Communes de l'ouest vosgien n'a pas mis en place de plan de phasage pour le réaménagement progressif du site ;
- Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé ;
- Considérant que la Communauté de Communes de l'ouest vosgien n'a pas élaboré un rapport détaillé de la remise en état du site, qui doit notamment contenir l'accord du maire de la commune d'implantation sur le réaménagement du site ;
- Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la communauté de communes de l'Ouest Vosgien de respecter les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°367/2012/DDT du 19 septembre 2012 et des articles 20 et 32 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1 - La Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien, sise 2 bis avenue François de Neufchâteau à Neufchâteau, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de son installation de stockage de déchets inertes de Neufchâteau :

- la prescription de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°367/2012/DDT du 19 septembre 2012 (capacité maximale annuellement admissible) ;
- les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé (plan de phasage) ;
- les prescriptions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé (remise en état envisagée).

Article 2 - Afin de justifier de la présente injonction préfectorale l'exploitant devra fournir au préfet des Vosges.

- au 15 janvier 2022, le bilan des déchets réceptionnés au titre de l'année 2021 permettant de s'assurer que la capacité maximale annuelle n'a pas été dépassée ;
- dans un délai de deux mois à compter de la signature du présent arrêté, le plan de phasage du réaménagement progressif du site ;
- dans un délai de deux mois à compter de la signature du présent arrêté, un rapport détaillé de la remise en état envisagée du site incluant l'accord du maire de la commune de Neufchâteau.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais fixés, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la Préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Neufchâteau et au sous-préfet de Neufchâteau.

Fait à Épinal, le **28 MAI 2021**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture

David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.